Yanis Varoufakis : les Big Tech, la nouvelle guerre froide et la mort de l’Europe

Yanis Varoufakis est économiste, ancien ministre des Finances de la Grèce et auteur de nombreux livres à succès. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Présentation de Yanis Varoufakis 00:53 Les problèmes économiques structurels du secteur technologique 11:14 Les rapports de force entre les États et les entreprises technologiques 18:46 La stratégie de l'Europe à l'ère des rivalités technologiques 25:28 La nouvelle guerre froide et l'hégémonie du dollar 26:55 L'affrontement entre le capital cloud et la finance 28:55 L'avenir des systèmes financiers aux États-Unis et au Royaume-Uni 30:46 L'essor des stablecoins et leur impact 34:21 Le dilemme de la politique étrangère de l'UE 36:54 La crise existentielle de l'UE : fédération ou désintégration ? 39:39 L'insignifiance de l'UE dans la géopolitique mondiale 44:52 L'Europe en guerre : à qui cela profite-t-il ? 49:52 Les coûts d'opportunité des dépenses militaires

#Glenn

Bienvenue à nouveau à toutes et à tous. Nous avons le grand plaisir de recevoir aujourd’hui le grand Yanis Varoufakis, ancien ministre grec des Finances, professeur d’économie et également fondateur de DiEM25, le Mouvement pour la démocratie en Europe. Alors merci, Yanis, d’être de retour dans notre émission.

#Yanis Varoufakis

C’est toujours un plaisir, Glenn. Toujours, toujours un plaisir.

#Glenn

Je me disais qu’on pourrait commencer par une question assez vaste, je crois : à quels problèmes économiques structurels le secteur de la tech contribue-t-il ? Parce qu’on a l’impression que ce secteur redistribue ou réorganise les rapports de force à l’échelle mondiale, principalement entre les États-Unis et la Chine. Bien sûr, il existe d’autres pôles, plus petits, qui disposent d’une souveraineté technologique, mais l’Europe semble clairement laissée à la traîne. Et oui, on voit que ce développement technologique a de véritables conséquences géoéconomiques. Alors je me demandais, si l’on prend un peu de recul, quels types de problèmes économiques structurels voyez-vous dans cette nouvelle ère technologique ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, je suis content que vous insistiez sur le mot « structurel » parce que, vous savez, les débats, tels qu'ils se déroulent, sont extrêmement confus. On parle sans cesse de productivité, en oubliant que la productivité est un rapport : au dénominateur, on met les heures travaillées, et au numérateur, il faut une mesure de ce qui est produit. Alors, il ne fait aucun doute que l'IA, ce que j' appelle le capital cloud, le capital numérique algorithmique, produit beaucoup de choses, beaucoup d' activité. Mais est-ce qu'elle produit de la valeur ? Non. Comment mesure-t-on la valeur, la valeur économique, de ce qu'on met au numérateur ?

Et la confusion sur ce qu'on met au numérateur de ce ratio contribue, à mon avis, à ce que j'appelle l' illusion de la productivité de l'IA. Pour dire les choses franchement, avant d'aborder le problème structurel, vous savez, on peut avoir une IA qui fait beaucoup de choses qui nous procurent beaucoup de plaisir, mais qui ne produit absolument aucune valeur d'échange. Donc, vous savez, dans un système — le capitalisme, ou le technoféodalisme, comme je l'appelle, vu la prépondérance actuelle de l'IA et des géants de la tech —, les choses qui nous procurent du plaisir, comme écrire de la poésie ou rédiger et remanier notre CV, sont complètement inutiles. Je veux dire, à quoi bon mettre ça au numérateur ?

Alors, cela étant dit, qu'est-ce qui peut nous aider à y voir clair dans toute cette confusion et, donc, à nous concentrer sur l'essentiel ? C'est une question historique à laquelle je vais répondre. Je pense qu'il est important de comprendre, du point de vue de l'économie politique, que ces machines — ce qu'il y a dans nos tablettes, dans l'ordinateur par lequel nous échangeons en ce moment, dans nos téléphones surtout, dans nos écrans, et ainsi de suite — constituent une nouvelle forme de capital. Du moins, c'est mon hypothèse. J'ai écrit un livre intitulé Technofeudalism, qui repose sur cette hypothèse. Tout ce que je fais et dis aujourd'hui au sujet des géants de la tech et de l'intelligence artificielle, ainsi que de l'état du monde dans lequel nous vivons, un monde de plus en plus façonné par ces machines, repose sur cette hypothèse.

Tous ces concepts que j'ai développés traduisent cette idée : il existe une nouvelle forme de capital, que j'appelle le capital du cloud. Je mets donc en regard, Glenn, le capital traditionnel et le capital du cloud. Alors, quelle est la différence ? Sur le plan mécanique, il n'y en a pas vraiment. C'est en fait ce qu'on appelle une technologie à double usage. Je ne parle pas ici d'usages militaires et d' usages pacifiques ou civils. Je parle de deux types de production différents. En tant qu'économistes, nous avons toujours défini le capital traditionnel auprès de nos étudiants comme des moyens de production de marchandises qui sont eux-mêmes produits. Vous avez donc la machine à vapeur, et aujourd'hui, le robot industriel.

À quoi ça sert ? C'est une machine qu'on crée, qu'on fabrique pour produire des marchandises, y compris d'autres machines. Vous avez donc un robot industriel qui construit des voitures. C'est un moyen de production de marchandises qui a lui-même été produit. Le robot industriel est un moyen

qui a été produit. La voiture qui sort de ce robot industriel, c'est la marchandise qui a été produite. C' est comme ça depuis bien avant le capitalisme, depuis la première canne à pêche, qui a été fabriquée, construite, créée pour attraper du poisson. Mais ce qu'il y a dans un téléphone ou un ordinateur, ce produit qui rend les géants de la tech si puissants ? Eh bien, ce n'est pas une marchandise. Un résultat de recherche Google est très utile, mais ce n'est pas une marchandise. Ce n'est pas quelque chose qui a été produit pour être vendu. Un film que vous pouvez acheter sur YouTube…

Vous pouvez payer dix dollars pour avoir accès à un film que vous avez envie de voir. Ça, c'est une marchandise. Donc, la machine de Google qui produit une vidéo destinée à être vendue sur YouTube, c'est du capital traditionnel. Mais je pense que la plupart des gens qui nous écoutent vont regarder cette interview gratuitement sur YouTube. Eh bien, ce n'est pas une marchandise, parce qu' elle n'a pas été produite pour être vendue. Alors, à quoi sert-elle ? Que fait Alexa ? Que fait cette machine, ici ? C'est l'Assistant Google, c'est ça ? L'équivalent d'Alexa chez Amazon, ou de Muse chez Meta. Que fait cette machine, au juste ? Eh bien, vous l'entraînez à vous connaître pour qu'elle puisse vous donner de bons conseils sur les livres à lire, les films à regarder, et gagner votre confiance. Une fois qu'elle a votre confiance, le jour où votre cafetière ne marche plus le matin, vous lui dites : « Alexa, ou Muse, ou Assistant Google, quelle cafetière est-ce que je devrais acheter ? »

Il vous fait une ou deux suggestions. Vous dites : « Acheter », vous cliquez, n'est-ce pas ? Et ensuite, le propriétaire de cette machine, de ce capital cloud, prélève quarante pour cent de la somme que vous avez payée pour cette cafetière. Et ça, Glenn, c'est un point crucial. Parce que, vous savez, Amazon.com ou Facebook n'ont pas fabriqué cette cafetière, mais ils ont empoché quarante pour cent du prix. Donc, cette plateforme n'est pas un marché. C'est plutôt un fief dans le cloud, et le propriétaire de ce système cloud en tire non pas un profit, mais une rente. Et pourquoi est-ce que je vous réponds ça ? Parce que vous m'avez demandé : « Quels sont les aspects, les dimensions structurelles de ce nouveau monde de l'IA et des géants de la tech dans lequel nous vivons ? »

Eh bien, si mon hypothèse est juste, la grande innovation, c'est ce capital du cloud. Et le capital du cloud, contrairement au capital traditionnel, prélève des rentes. Il ne crée pas de valeur. Il prélève de la plus-value sur ceux qui la créent : les travailleurs, mais aussi les capitalistes qui ont organisé la création et la captation de cette plus-value. Traditionnellement, lors du passage du féodalisme au capitalisme, on avait l'entrepreneur qui organisait la production grâce à son accès au capital. Il tirait de la plus-value du travail vivant, pas des machines, mais du travail vivant. Les machines renforçaient la compétitivité de l'entreprise de cet entrepreneur, mais elles ne créaient pas de valeur par elles-mêmes. C'étaient les travailleurs humains qui créaient la valeur.

Cette plus-value conservée par l'entrepreneur servait ensuite à payer les intérêts à la banque et le loyer au propriétaire. Ce qui restait constituait le bénéfice de l'entrepreneur. Ensuite, en principe, si la concurrence sur le marché était suffisante, ce bénéfice était investi dans davantage de machines, dans davantage de moyens de production fabriqués. Mais aujourd'hui, si mon estimation est juste et

que, disons, cinquante pour cent de la capitalisation de la Bourse de New York ne tient pas à la rentabilité, mais à ce que j'appelle l'extraction d'une rente du cloud auprès d'autres entreprises, dont les bénéfices et la plus-value sont siphonnés par les géants de la tech, eh bien, c'est l'une des raisons pour lesquelles notre système — qu'on l'appelle capitalisme ou technoféodalisme — s' enfonce beaucoup, beaucoup plus vite dans la stagnation.

Parce que, vous savez, comme le disait David Ricardo dans ses Principles of Political Economy en mille huit cent dix-sept, si je me souviens bien, si une rente est prélevée sur le circuit des revenus et que, de fait, les profits ou la plus-value sont siphonnés sous forme de rente, alors toute l'économie tombe dans le piège de la rente et dans la stagnation. Donc, si j'ai raison de dire qu'une part croissante des biens d'équipement les plus puissants relève du capital du cloud, alors tout le système s'enfonce encore plus profondément dans la crise que le capitalisme ne le faisait. Et donc, vous savez, cela pose d'énormes problèmes pour la gestion de la macroéconomie, pour les banques centrales. Cela crée beaucoup plus de tensions. Cela accentue la tendance à la stagnation. Et donc, cela rend à nouveau la guerre très attrayante comme moyen de relancer la demande globale.

#Glenn

Mais je me demandais : qu'en est-il des structures internes des États ? Parce que ce qui est particulier dans ce nouveau capitalisme du cloud que vous décrivez, c'est que lorsque les entreprises technologiques deviennent aussi puissantes, on se retrouve en quelque sorte face à un dilemme. Soit l'État contrôle ces entreprises, soit elles se mettent à contrôler de plus en plus l'État. Selon vous, comment cela va-t-il transformer la société ? Et que se passe-t-il quand ces entreprises technologiques sont étrangères ?

#Yanis Varoufakis

Bon, je veux dire, commençons par la dernière partie. Quand Donald Trump a été réélu, vous savez, il y a un an ou deux, les dirigeants européens ont d'abord caressé l'idée de lui tenir tête. Vous vous souvenez, quand il menaçait d'imposer des droits de douane énormes à l'Europe ? Les Européens se disaient : « Bon, eh bien, il va falloir riposter avec nos propres droits de douane », et ainsi de suite. Tout ça était complètement chimérique. Oubliez les droits de douane. Imaginez que Donald Trump — ou d'ailleurs, notez bien, n'importe quel occupant de la Maison-Blanche — ordonne à la Silicon Valley de couper l'accès de l'Europe à ses services.

Gmail, Facebook, Instagram, Starlink, dans le cas d'Elon Musk, Maven de Palantir… Vous savez, il suffit d'actionner le dispositif de désactivation à distance des F-35 fournis par Lockheed Martin. Et comme on le sait, ils en sont équipés. Autrement dit, le Pentagone peut décider que, eh bien, les F-35 danois, britanniques ou allemands ne décolleront pas. Il ne faudra pas une heure pour que toute l' Union européenne s'effondre et aille implorer la clémence de la Maison-Blanche. Il ne fait donc aucun doute que cette nouvelle forme de capital, qui est algorithmique et portée par la Silicon Valley, met tous ceux qui ne la possèdent pas — autrement dit les Européens, les Japonais, les

Australiens et les Néo-Zélandais — en situation de faillite totale, absolue, et de faiblesse géopolitique. Ça, c'est un premier point. L'autre point, c'est celui que vous avez soulevé dans la première partie de votre question.

Comment cela imbrique-t-il le pouvoir du capital et celui de l'État ? Eh bien, écoutez, on sait, n'est-ce pas, que depuis les années mille neuf cent soixante-dix, la vague de financiarisation, qui a pour l'essentiel déplacé l'épicentre du pouvoir de l'industrie vers la banque et la finance, a considérablement affaibli les gouvernements. Qui était-ce, dans l'administration Clinton — je ne me souviens plus de son nom —, qui disait qu'à sa mort, il voulait se réincarner en marché obligataire ? Parce que c'est comme ça qu'on terrorise les présidents et les gouvernements : en étant le marché obligataire, pas vrai ? Donc, avant même l'arrivée des géants de la tech, avant le capital du cloud, avant l'intelligence artificielle, la fin de Bretton Woods et le transfert du pouvoir de l'industrie vers la finance avaient déjà sérieusement entamé la capacité de l'État à maîtriser le capital, en particulier le capital financiarisé. C'était déjà là. Le ver était déjà dans le fruit.

Mais avec le capital du cloud, cette situation est portée à la puissance n. Elle devient exponentiellement, exponentiellement pire pour le pouvoir politique. Et ce, pour deux raisons. Il y en a peut-être une troisième et une quatrième, mais je vais me concentrer sur deux. La première, c'est qu'avec l'expansion de l'univers des géants de la tech et la pénétration du capital du cloud dans les moindres recoins de notre existence, surtout maintenant avec l'IA… Je ne sais pas pour vos enfants, mais les nôtres sont constamment branchés sur l'IA. Quelle que soit leur question, ils la posent à l'IA, même quand il s'agit de savoir, vous voyez : « Pour quoi est-ce que je devrais voter ? » Ils considèrent désormais l'IA comme un psy, un ami, un camarade, un partenaire, un confident.

Il y a encore deux ou trois ans, on disait que les jeunes — mais pas seulement les jeunes, une part très importante de la société — ne s'informaient plus auprès des médias. Ils s'informaient sur les réseaux sociaux. Eh bien, maintenant, ils ne s'informent même plus sur les réseaux sociaux. Ils s'informent auprès de l'IA. Le même robot conversationnel qui leur dit quelle cafetière acheter leur explique ce qui s'est passé aujourd'hui au Congrès, ou ailleurs. Alors, quand ces seigneurs de la tech, ce capital du cloud, ne se contentent plus de nous apprendre à entraîner leur IA pour qu'elle nous connaisse vraiment très bien, afin de nous vendre des cafetières et des vélos électriques, mais nous amènent aussi à voir le monde à travers elle, la capacité des gouvernements à mobiliser la société pour défendre, disons, la souveraineté de l'Europe — vous savez, ce concept fictif —, eh bien, cette capacité a été réduite en miettes.

Le processus de privatisation qui a commencé avec la financiarisation à la fin des années mille neuf cent soixante-dix, dans la phase néolibérale, nous a menés à une situation où Palantir entraîne des programmes d'intelligence artificielle à Gaza, pendant le génocide, pour créer des programmes qu'ils vendent ensuite au service national de santé britannique, le NHS. Et ce service de santé, déjà appauvri, se retrouve à payer des centaines de millions de livres pour des données qui ont, en substance, été dérobées à la population de Gaza en train de mourir. Il suffit de formuler cette phrase pour se rendre compte à quel point le démos — le peuple, les électeurs — a peu de moyens, par l'

intermédiaire de son gouvernement, de ses représentants élus, d'exercer le moindre contrôle sur des institutions importantes, même sociales-démocrates, comme le service national de santé en Grande-Bretagne. On se rend alors compte qu'on vit dans une sorte de monde de science-fiction où The Matrix est devenu une espèce de documentaire.

#Glenn

Vous avez évoqué beaucoup de choses tout à l'heure. Si la technologie se concentre aux États-Unis et en Chine, les Européens sont laissés pour compte. Vous avez dit que la tentation de faire la guerre serait plus forte, et que les gouvernements perdaient une partie de leur souveraineté, surtout les Européens, parce qu'ils ont pris du retard. Oui. Selon vous, quelle est la stratégie européenne dans ce contexte ? Parce que beaucoup de ces éléments semblent caractériser l'Union européenne en ce moment. C'est-à-dire qu'elle n'a aucune souveraineté technologique. Les Européens craignent de devenir des vassaux, voire de l'être déjà devenus. La fièvre guerrière, vous savez, n'a jamais été aussi forte. Alors, quelle est la stratégie de l'Union européenne pour aborder cette nouvelle révolution industrielle, si l'on peut dire, ou cette nouvelle révolution technologique ?

#Yanis Varoufakis

Parler de stratégie de l'Union européenne en matière d'IA et de géants de la tech, c'est comme parler d'oxygène sur la Lune. Il n'y en a pas. Vous savez, il n'y en a tout simplement pas. L'autre jour, à Dublin, ils se sont réunis. Vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Vous en avez entendu parler. Bien sûr que oui. Je ne suis pas sûr que notre public soit au courant, alors redisons-le. Répétons-le pour ceux qui ne le savent pas. Nos éminents dirigeants ont tenu un sommet informel à Dublin il y a quelques jours à peine, et à l'ordre du jour, il y avait : l'IA. Quelle sera la stratégie de l' Union européenne en matière d'IA ? Ils ont fini par parler de qui allait représenter l'Union européenne dans d'éventuelles négociations avec la Russie sur la guerre en Ukraine. Donc, ils n'ont pas parlé d'IA. Ils ont passé quatre heures à débattre de qui représentera l'Union européenne dans ces pourparlers, si tant est que l'Union européenne y soit un jour invitée.

Et ils ont passé quatre heures là-dessus, pour décider que six ou sept personnes nous représenteraient. Ils allaient envoyer les sept nains et Blanche-Neige, vous voyez. Du coup, il n'a même pas été question de l'IA, qui était pourtant censée être à l'ordre du jour. Écoutez, c'est impossible pour les Européens d'avoir une stratégie en matière d'IA, parce qu'ils n'ont pas fait comme la Chine. Vous savez, si la Chine a ses propres géants de la tech et sa propre IA, c'est parce qu'il y a longtemps, elle a décidé de mettre en place un pare-feu, pour ne pas laisser Google, Meta et les autres prendre le contrôle de sa population et de son cloud. Ils ont créé leurs propres entreprises, puis ils les ont réglementées. Et ils ont vraiment fait trembler les géants chinois de la tech, ils les ont mis au pas et leur ont imposé une direction bien précise pour le développement de l' IA.

Donc, contrairement à la Silicon Valley, l'IA chinoise est tournée vers la production, pas vers l' extraction. L'Europe n'a pas fait ce choix. Vous savez, dans les faits, nous sommes les vassaux des « sept magnifiques ». Et ils n'en discutent même pas. Vous savez, António Costa, le président du Conseil européen, a eu cette idée d'imposer une taxe numérique, ce qui n'est pas une mauvaise idée. Ils auraient dû le faire depuis longtemps. Mais même ça, ça ne s'inscrivait pas dans une stratégie visant à mettre la Silicon Valley au pas. C'était une stratégie pour récupérer quelques euros de plus afin de continuer à envoyer de l'argent à l'Ukraine, de continuer à alimenter cette guerre, cette guerre interminable. Donc, il n'y a aucune stratégie.

Mais permettez-moi, Glenn, de revenir sur ce que vous avez évoqué : le fait que le capital du cloud est aujourd'hui concentré dans deux pays, les États-Unis et la Chine. Et je pense qu'il est essentiel de voir dans cette configuration à deux pôles — le capital du cloud aux États-Unis et le capital du cloud en Chine — la cause profonde de la nouvelle guerre froide. C'est aussi ce qui explique pourquoi, en particulier, les nouveaux démocrates, ceux qui viennent d'être élus avec une écrasante majorité au Congrès, poussent à cette guerre bien davantage que Donald Trump. Pourquoi cela se produit-il ? Pourquoi ces deux pôles du capital du cloud, dans la Silicon Valley et sur la côte ouest de la Chine, nous exposent-ils à un risque croissant d'affrontement ? La raison, c'est que l'hégémonie des États-Unis repose sur une seule et unique chose : la prépondérance et le rôle central du système de paiement en dollars.

L'industrie américaine n'explique pas l'hégémonie américaine, ou en tout cas, elle ne l'explique plus. Ce qui explique l'hégémonie américaine, c'est la capacité des États-Unis, grâce à leur système fondé sur le dollar, à leur monopole sur les paiements à travers le monde, à absorber les excédents des autres. Ce sont donc les capitalistes allemands, français, japonais et, dans une large mesure, chinois qui alimentent les États-Unis. Ce sont eux qui financent les déficits américains, y compris le complexe militaro-industriel des États-Unis. Le jour où les États-Unis perdent ce privilège exorbitant que leur confère ce monopole du dollar, c'est terminé. L'hégémonie américaine meurt. À Washington, ils le savent. Et ils sont prêts à lancer une attaque nucléaire contre n'importe qui. Ils lanceront une attaque nucléaire contre quiconque met en péril ce privilège exorbitant.

Les Européens ne vont pas remettre en cause le monopole du système dollar. Même SWIFT, qui est censé être un système européen, est entièrement contrôlé par les Américains. Les Africains ne vont pas le faire. L'Inde ne va pas le faire. Même le gouvernement chinois ne veut pas le faire, parce qu'il a quatre mille cinq cents milliards de dollars investis dans ce système. Alors pourquoi voudrait-il le fragiliser ? Mais le complexe militaro-industriel américain et les faucons du Pentagone et du département d'État, notamment sous les démocrates, sous les Bush et ainsi de suite, utilisent le système dollar comme une arme pour sanctionner leurs adversaires. On le voit maintenant avec la Russie. On l'a vu avec toutes sortes de gens qu'ils n'aiment pas. Et ils leur coupent l'accès au système dollar pour imposer leur politique étrangère. Je ne porte pas de jugement.

Je ne fais que le constater. Et de plus en plus, les Chinois, mais aussi d'autres, cherchent un système de paiement qui puisse remplacer le système fondé sur le dollar. Les Chinois l'ont mis en place. Ils disposent d'un système remarquable pour effectuer des paiements internationaux en utilisant la blockchain, par l'intermédiaire des BRICS Plus, vous savez, le système BRICS Pay, et de la monnaie numérique de la banque centrale de la République populaire de Chine. Ils ont construit des autoroutes du paiement numérique qui sont très largement sous-utilisées. Mais elles peuvent être utilisées. Déjà, vous savez, certains Émiratis des Émirats arabes unis, des Saoudiens, des Indonésiens, des Malaisiens et des oligarques utilisent le système chinois. Les Russes, bien sûr, utilisent le système chinois parce qu'ils ont été exclus du système fondé sur le dollar.

Or, à Washington, ils voient bien ce qui se passe. Et ils y voient un danger manifeste et immédiat pour le monopole du dollar. C'est pour ça que nous avons cette nouvelle guerre froide. C'est l' administration Trump qui l'a déclenchée en deux mille dix-huit, timidement au départ, en bannissant Huawei. Puis Joe Biden lui a donné un formidable coup d'accélérateur avec le CHIPS Act et l' interdiction d'exporter des puces électroniques de pointe vers la Chine. Vous voyez le tollé suscité par ce scandale impliquant Jensen Huang, l'ancien PDG de NVIDIA. Si vous grattez un peu, ce que vous retrouvez derrière chacun de ces épisodes, c'est cette immense crainte, à Washington, de perdre le monopole des paiements numériques.

Le GENIUS Act de Donald Trump, qui cherche à utiliser les stablecoins — des stablecoins libellés en dollars américains —, vise aussi à renforcer la position du dollar. Alors, l'accumulation de capital cloud aux États-Unis et en Chine, c'est une chose. Mais ce qui compte vraiment, c'est cette agglomération, ce rapprochement, cette fusion du capital cloud et de la finance en Chine. Glenn, je ne cesse d'insister : il est vraiment important de comprendre que cela ne peut pas se produire aux États-Unis. Cette fusion de la finance et du capital cloud que l'on observe en Chine ne peut pas se produire aux États-Unis. Pourquoi ? Ce n'est pas un problème technologique.

C'est parce que Wall Street ne laissera jamais Google et Apple s'emparer de ses rentes financières. Et, vous savez, les dirigeants à Washington sont complètement obsédés par cette peur : puisque Wall Street et les géants américains de la tech s'opposent, les Chinois vont prendre une longueur d' avance dans la finance en nuage, ce qui mettra en péril le monopole du système dollar. Et donc, la Chine est une menace. Mais pas parce que les Chinois cherchent à saper le système dollar. Elle est une menace parce que les Américains comprennent que l'affrontement entre Wall Street et les géants de la tech — le capital américain du cloud — est structurel.

#Glenn

Beaucoup comparent cela à la quatrième révolution industrielle, avec toutes ces technologies numériques qui s'introduisent aujourd'hui dans d'autres secteurs, que ce soit dans le monde physique, avec les voitures autonomes, par exemple, ou en révolutionnant des secteurs existants, comme la finance. Ce que vous dites, c'est que les Chinois n'avaient pas un secteur financier aussi

solidement établi, ce qui leur permet, en quelque sorte, de sauter certaines étapes technologiques et de réformer aussi ce secteur, sans rencontrer les mêmes résistances qu'aux États-Unis.

Mais si les États-Unis veulent protéger le secteur financier traditionnel et empêchent ainsi les entreprises de la tech de s'y implanter, c'est mauvais pour eux. Mais qu'est-ce que cela implique pour des pays comme la Grande-Bretagne, dont l'économie est très financiarisée ? À quoi ressemble son avenir ? Est-ce qu'elle pourra tirer parti de son avantage, si l'on peut dire, dans la finance pour progresser dans le monde de la tech ? Ou est-ce que son vieux monde financier l'empêchera de s' adapter aux nouvelles technologies ? Au fond, comment voyez-vous l'avenir de la Grande-Bretagne ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, cela dépendra de la capacité de la City de Londres à faire comme Wall Street. Parce que le GENIUS Act, Glenn, n'avait rien de génial, mais il a marqué un tournant. En légalisant et en institutionnalisant, en quelque sorte, les stablecoins, il a permis non pas tant une fusion entre les géants de la tech et Wall Street aux États-Unis, mais plutôt aux banques comme J.P. Morgan de créer leurs propres stablecoins, de créer leur propre finance dans le cloud. J.P. Morgan, par exemple, développe son propre stablecoin depuis l'adoption du GENIUS Act, sur le modèle d'Ethereum — pas de Bitcoin, mais d'Ethereum. Je vais expliquer cela très brièvement à notre public. Bitcoin, c'est une blockchain sur laquelle on peut simplement transférer des bitcoins d'un portefeuille à un autre. C'est tout.

Ethereum, c'est plus compliqué. Ethereum intègre une monnaie numérique. Elle ne s'appelle pas Bitcoin, mais Ether ou Ethereum. Je peux vous verser zéro virgule huit jeton en échange d'un service, ou bien — et c'est là que ça se distingue du Bitcoin — je peux vous payer en échange d'un certificat numérique pour un tableau, par exemple. Donc, vous voyez, un certificat d'authenticité ou un titre de propriété qui vous donne effectivement des droits de propriété sur un tableau ou sur un autre actif, comme un terrain ou encore une action. Et tout cela se fait sur Ethereum, au moyen de cette cryptomonnaie dont le taux de change par rapport au dollar fait le yo-yo. Mais J.P. Morgan fera cela avec son propre stablecoin, qui sera libellé en dollars américains.

Et vous pourrez utiliser le propre dollar de J.P. Morgan, vous voyez, un cryptodollar numérique créé et émis par J.P. Morgan, donc par un acteur privé, pour acheter des actions. Vous comprenez ce que ça veut dire. Ça veut dire qu'une partie de la Bourse aura été, en quelque sorte, transférée sur la blockchain de J.P. Morgan. Alors, au lieu de devoir aller en Bourse avec vos dollars, avec votre monnaie de la Réserve fédérale, pour acheter des actions d'une compagnie aérienne, disons United Airlines, vous pourrez le faire directement chez J.P. Morgan. Vous avez un compte chez J.P. Morgan, vous avez un stablecoin adossé au dollar américain et émis par J.P. Morgan, et vous pourrez acheter des actions United Airlines avec ça. Donc, de fait, on assiste à la privatisation totale des marchés publics, des marchés d'actions ouverts au public. Voilà la direction que prend Wall Street. Donc, votre question sur le système financier britannique, c'est : est-ce que la City de Londres pourra se raccrocher à ce mouvement ?

Et de la même manière que, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, la City est devenue, de fait, une annexe de Wall Street, seraient-ils capables de faire ça ? Peut-être. Ce sont des gens plutôt malins, et ils ont une longue tradition : survivre à l'effondrement de l'Empire britannique tout en conservant leur propre pouvoir. Ils pourraient y arriver. On voit beaucoup d'investissements dans l'IA et les géants de la tech à Londres. Tout cela est lié à la City de Londres. Donc, c'est possible. Mais vous savez quoi ? Cela ajoute des briques au mur qui sépare la Grande-Bretagne de l'Union européenne, à un moment où le nouveau Premier ministre britannique mise sur un rapprochement entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Donc, en un sens, la City de Londres sape les efforts du Premier ministre britannique dans ce projet à long terme de rapprochement du Royaume-Uni avec l'Union européenne.

#Glenn

Je ne veux pas laisser entendre que tous les problèmes de l'Europe viennent de la tech, mais elle y est sûrement pour quelque chose. Vous avez déjà évoqué quelques problèmes de l'Union européenne. D'abord, elle s'est elle-même largement mise hors jeu pour ce qui est de l'avenir de l' Europe, dans le cadre des pourparlers sur l'Ukraine. Elle a manifestement choisi la confrontation plutôt que la diplomatie. Enfin, c'est l'un des grands problèmes : le simple fait de suggérer qu'on devrait se parler est devenu controversé. Et je me demandais comment vous analysez tous ces problèmes. Parce qu'à propos des sept nains, vous évoquiez tout à l'heure Kaja Kallas. Elle est à la tête de la diplomatie de l'Union européenne. Et pourtant, dans le même temps, des dirigeants européens suggèrent maintenant que, bon, elle ne peut pas vraiment participer aux négociations parce que, vous voyez, elle n'a pas les compétences nécessaires. Alors, comment en est-on arrivé là ? Comment expliquez-vous cette situation ? Parce qu'on me demande souvent, à moi aussi : « Mais que fait l'Union européenne ? » Et je ne sais pas très bien quoi répondre.

#Yanis Varoufakis

Eh bien, le problème de l'Union européenne, c'est qu'elle cherche systématiquement à suivre une troisième voie alors qu'il n'y en a pas. Elle choisit cette troisième voie, qui n'existe pas, pour éviter de choisir entre les deux voies qui, elles, existent et constituent des options sérieuses. L'une de ces options sérieuses, l'une de ces voies qui existent réellement, c'est celle qui mène à une fédération. S' ils veulent une Europe véritablement unie, ils devraient avancer vers une fédération.

Mais c'est une voie qu'ils ne sont même pas prêts à envisager. Une deuxième voie, c'est de revenir aux gouvernements nationaux, vous voyez, de démanteler l'Union européenne. C'est aussi un choix logiquement cohérent. Je ne le préconise pas. Je dis qu'il y a deux choix logiquement cohérents. Si vous voulez fonctionner comme une seule entité, si vous voulez mettre votre monnaie en commun, si vous voulez avoir une politique de défense commune, si vous voulez avoir une armée commune, il faut bien que quelqu'un donne à des hommes et à des femmes l'ordre d'aller à la mort. Qui va le faire ? Il vous faut un gouvernement commun. Vous ne pouvez pas faire ça, vous voyez, avec vingt-

sept personnes réunies dans une pièce qui passent en revue une liste de points à cocher. Ça ne se fait tout simplement pas comme ça.

Vous ne pouvez pas avoir un système commun d'achats pour éviter les doublons, vous savez, dans la construction d'avions de chasse. Donc, soit vous allez vers le fédéralisme, soit vous allez vers une renationalisation des politiques : politique étrangère, politique de défense, politique budgétaire. Et ils refusent de faire l'un comme l'autre. À la place, ils s'engagent sur une troisième voie, qui n'existe pas et qui consiste à dire : vous savez, faisons tout par consensus, et faisons-le dans le cadre de sommets. Alors, si vous suivez cette troisième voie et que vous ne voulez ni vous fédérer, ni avoir une politique étrangère, une politique de défense, une politique budgétaire, et ainsi de suite, définies au niveau national, vous vous retrouvez avec Kaja Kallas, ou quelqu'un comme Kaja Kallas.

Vous savez, vous avez soi-disant un ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne qui, en réalité, n'en est pas un, parce que personne ne laissera cette femme ou cet homme, qui que ce soit, parler en votre nom. Alors, quand vous choisissez cette troisième voie qui n'existe pas, et que vous décidez de nommer quelqu'un que vous appelez votre représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la sécurité, vous ne voulez pas vraiment lui donner la moindre chance, la moindre possibilité de parler en votre nom. Vous en restez donc au symbole, avec une personne qui symbolise quelque chose qui n'existe pas. Et puis, sur ce plan symbolique, tant que votre position est : « Nous ne parlerons jamais à la Russie au sujet de l'Ukraine… »

#Glenn

C'est logique.

#Yanis Varoufakis

Vous choisissez la personnalité la plus russophobe qui soit parmi les anciens Premiers ministres, en l' occurrence Kaja Kallas, qui, quelques semaines avant sa nomination à ce poste, prônait le démantèlement de la Russie en une multitude d'États ethniques. Parce que ce choix montre bien que vous ne voulez jamais parler à la Russie. Vous ne voulez pas entretenir de relations diplomatiques avec elle. Mais ensuite, quand vous réalisez tout à coup que, finalement, il faut peut-être parler à la Russie, puisque Xi Jinping lui parle, Donald Trump lui parle, et que même le président finlandais, le Premier ministre suédois et d'autres lui parlent, vous vous dites que l'Union européenne devrait peut-être lui parler aussi. Sauf que la personne que vous avez choisie pour montrer qu'il était impossible de parler à la Russie ne peut pas parler à la Russie. Et alors, au lieu de parler d'intelligence artificielle à Dublin, vous vous retrouvez à discuter pendant quatre heures, pour finir par dire : « Ah, d'accord, donc sept personnes vont nous représenter, les sept nains. » Et là, bien sûr, tout le monde se moque de vous, et vous ne comptez absolument plus sur le plan géopolitique.

#Glenn

Oui, on dirait qu'ils ont choisi Kallas alors que l'objectif était — et je pense qu'il l'est toujours — de s'engager dans une guerre longue. C'est pour ça qu'ils ont choisi celle qui, à coup sûr, ne voudrait même pas leur parler. Mais maintenant, comme vous le dites, les Européens voient le train quitter la gare. Tout le monde s'engage sur la voie diplomatique. Vous savez, la guerre semble entrer dans une phase très critique, et ils ne veulent pas rester à l'écart. Donc, je comprends. Ils se retrouvent coincés avec les diplomates de la ligne précédente, celle d'une guerre longue, et ils doivent essayer de trouver un moyen d'obtenir une place à la table des négociations, même s'ils n'ont pas vraiment envie de discuter. C'est une situation très délicate, mais en même temps, on voit qu'une autre approche est poursuivie : celle de la confrontation militaire.

On assiste à un renforcement militaire sans grand soutien de l'opinion publique, ou du moins sans grand enthousiasme. Mais ces derniers jours, au cours de la semaine écoulée, on a aussi vu des évolutions préoccupantes : l'attaque contre le navire russe en mer Baltique, et maintenant les navires de guerre russes au large des côtes libyennes. Et on a du mal à imaginer que l'Ukraine agisse seule, sans l'aide des Européens. Alors, quelle analyse faites-vous de tout cela ? Est-ce que les Européens se préparent à une guerre contre la Russie, alors même qu'ils n'en ont pas les capacités ? Je veux dire, si un responsable de la planification militaire venait expliquer ce qui se passe, je pense qu'il aurait bien du mal.

#Yanis Varoufakis

J'ai vraiment le sentiment que ce n'est pas si compliqué. Je ne pense pas que l'Union européenne soit derrière ces attaques menées par l'Ukraine. Je ne pense pas qu'ils aient ce qu'il faut pour en arriver à la conclusion qu'ils devraient soutenir l'Ukraine dans ce genre d'opérations. Je ne pense pas qu'ils soient capables de prendre la moindre décision sur ces questions. Ils sont tout simplement, vous savez, complètement perdus, totalement paralysés. Prenez Nord Stream, vous savez, la destruction de Nord Stream. Les Allemands étaient-ils pour ? Je ne crois pas. On le voit maintenant avec le procès qui a eu lieu… Je ne sais pas ce que faisaient les services de renseignement allemands, mais les autorités allemandes ont manifestement été complètement prises de court en apprenant que c'était l'Ukraine qui était derrière tout ça.

Au départ, ils disaient que les Russes avaient détruit leur propre gazoduc, ce qui était évidemment une plaisanterie. Mais, vous savez, il y a environ un an, ou huit mois, des pêcheurs ont découvert un drone naval ukrainien en mer Ionienne. Et il était chargé d'explosifs, prêt à exploser. Enfin, il aurait pu tuer beaucoup de monde. Et je pense pouvoir affirmer sans trop me tromper que le gouvernement grec n'était absolument pas au courant, alors même qu'il est de mèche avec l'Ukraine et l'OTAN, vous savez, du moins sur le papier, et qu'il s'est pleinement engagé à faire durer cette guerre.

Et on sait pourquoi le drone ukrainien était là, en mer Ionienne : parce que les armateurs grecs n'ont absolument aucune loyauté envers qui que ce soit, si ce n'est envers leurs propres marges bénéficiaires. Ils étaient au large du Péloponnèse, en train de transborder du pétrole russe clandestin

dans leurs propres pétroliers pour l'acheminer dans le reste du monde, en le vendant comme du pétrole algérien ou je ne sais quoi. Et les Ukrainiens ont envoyé un drone attaquer l'un de ces navires, de la même manière qu'ils avaient attaqué ce navire en Libye. Mais je ne pense pas que les Européens étaient derrière tout ça. Je pense que les Russes comme les Ukrainiens peuvent se permettre d'ignorer l'Union européenne, parce qu'elle est complètement, vous savez, comme je l'ai dit, dans un nuage d'insignifiance et d'incompétence, à chercher comment faire semblant d'avoir une stratégie alors qu'elle n'en a pas.

#Glenn

D'accord. J'avais quand même une dernière question. Enfin, disons une question sur le stade actuel du capitalisme. Comme vous le dites, nous, les Européens, nous ne semblons pas avoir notre place dans la nouvelle course technologique. Il y a une désindustrialisation en cours. Une crise financière majeure se profile, je pense, avec cette dette insoutenable. Là encore, on pourrait évoquer de nombreux problèmes économiques. Il n'y a pas de modèle économique clair. Mais quand on se retrouve en situation de guerre, toutes les composantes de la société n'en bénéficient pas de la même manière. Alors, quel regard portez-vous aujourd'hui sur cette Europe en guerre ? Qu'on parle de guerre par procuration ou de guerre presque directe, peu importe, il y en a forcément qui en profitent. Certains y ont des intérêts ; d'autres en paient le prix, bien sûr, sans y avoir aucun intérêt. Mais vous, comment voyez-vous les choses ? L'Europe en guerre : à qui cela profite-t-il ? Qu'est-ce qui pousse à aller dans ce sens, et d'où viennent les résistances ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, la guerre pénalise toujours la majorité et profite à une minorité. Mais pour l'Europe, la situation est encore pire. Si vous regardez les États-Unis d'un côté et la Russie de l'autre, le keynésianisme militaire fonctionne aussi bien pour les États-Unis que pour la Russie. L'économie russe a été stimulée par les sanctions, par la guerre, par la revitalisation, la relance d'industries soviétiques moribondes qui tournent aujourd'hui et produisent de l'armement. Il y a un effet multiplicateur-accélérateur en Russie, et c'est pareil aux États-Unis. Depuis les années mille neuf cent quarante, vous savez, le moteur de la croissance aux États-Unis, c'est le complexe industriel. Et c'est pour ça qu'ils font une guerre tous les ans ou tous les deux ans, vous savez, pour continuer à reconstituer les stocks, pour entretenir cet effet multiplicateur-accélérateur.

En Europe, on n'aura même pas ça. D'abord, parce qu'il y a une énorme fuite vers l'extérieur. Comme on le sait grâce à la macroéconomie keynésienne classique, si vous stimulez l'économie par la dépense, mais qu'au bout du compte, vous achetez tout à l'étranger, alors il y a une fuite. Et l' effet multiplicateur-accélérateur ne contribue pas à relancer votre propre industrie. Il contribue à relancer, dans ce cas précis, le complexe militaro-industriel américain, parce qu'ils n'arrêtent pas d' acheter du matériel aux États-Unis. Et quand ils achètent en Europe, voilà ce qui se passe : Volkswagen n'arrive pas à vendre de voitures parce qu'ils n'ont pas investi depuis quinze, seize ans. Alors maintenant, ils reconvertissent des chaînes de production entières pour usiner du métal et

fabriquer des chars, vous voyez ? Des chars qui ne servent absolument à rien, puisque même les Ukrainiens n'en veulent pas. Ce sont des pièges mortels.

Donc, certains ouvriers ne perdent pas leur emploi chez Volkswagen parce qu'ils portent désormais l'uniforme de Rheinmetall, c'est ça ? Certains ouvriers en bénéficient, mais ils sont très peu nombreux. On parle, vous savez, de vingt mille, trente mille ouvriers tout au plus, alors que Volkswagen va en licencier cent mille, parce que ce keynésianisme militaire en Europe ne fonctionne pas. Pour l'essentiel, c'est de la poudre aux yeux. Regardez, cette histoire de réarmement, ce projet « Réarmer l'Europe » à coups de centaines de milliards qu'on nous annonce, eh bien, c'est un peu comme le Pacte vert. Comme je l'ai dit, de la poudre aux yeux. Le Pacte vert, souvenez-vous : en deux mille dix-neuf, Ursula von der Leyen a été nommée pour la première fois présidente de la Commission européenne. Elle avait promis de consacrer mille milliards d'euros — un billion d'euros — au Pacte vert. Sur ces mille milliards, seuls vingt-sept milliards ont été dépensés.

Le reste s'est tout simplement révélé inexistant, comme certains d'entre nous le disaient déjà à l'époque. De même, sur tout cet argent censé être consacré à l'armement, seule une petite partie sert à acheter des armes européennes. La majeure partie sert à acheter des armes américaines. Ça ne favorise donc ni la croissance européenne ni le maintien des capacités de production industrielle. Donc, vous voyez, même si l'on se place du point de vue de l'oligarchie — et comme je l'ai dit au début de cette longue réponse, les oligarchies ont toujours profité de la guerre —, en Europe, même les oligarchies n'en profitent pas tant que ça. Seule une infime fraction de l'oligarchie en profite. Donc, vous voyez, même quand ils essaient de se comporter en crapules et de dépenser l'argent public au profit d'une toute petite minorité, même là, ils ne sont pas particulièrement efficaces.

#Glenn

Juste une petite question complémentaire. À quoi renonce-t-on en faisant ce choix ? Parce qu'on a déjà beaucoup de problèmes, que ce soit dans les infrastructures ou dans l'éducation. Enfin, la liste est longue. Alors, selon vous, quelle est la principale occasion manquée ? Comment aurait-on pu dépenser tout cet argent consacré à la guerre d'une tout autre manière ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, le coût d'opportunité, c'est l'avenir de l'Europe. Ils ont mis en péril l'avenir de l'Europe, pas seulement aujourd'hui avec toutes ces dépenses militaires, mais aussi, vous savez, en pleine crise de l'euro. À l'époque, ils ont imposé l'austérité à tout le monde, de la Grèce à l'Allemagne, et ont créé sept mille milliards d'euros, qui ont été complètement gaspillés. À ce moment-là, cet argent n'est pas allé à l'armement. Il est allé à Volkswagen pour que Volkswagen puisse racheter ses propres actions au lieu d'investir. Et maintenant, ils émettent à nouveau de la dette que, bien sûr, le budget de l'Union européenne ne permettra pas de rembourser. Déjà aujourd'hui, nous sommes incapables de la rembourser.

On voit toutes les répercussions de l'incapacité à s'entendre sur un budget de l'Union européenne, parce qu'ils ne peuvent pas rembourser les emprunts qu'ils ont contractés pendant la pandémie pour soutenir, en réalité, les oligarques du Sud, en Italie, en Grèce, et ainsi de suite. Et maintenant, ils vont recourir au même type de dette, une dette insoutenable, pour soutenir Rheinmetall, Leonardo et les marchands d'armes. Et le drame, Glenn, c'est qu'il y a tout cet argent dans les circuits financiers de l'Union européenne. Le drame de l'Union européenne, c'est qu'elle a trop d'argent, et que cet argent n'est pas investi dans ce dont l'Europe a besoin.

Et soit elle le gaspille en faisant monter le prix des actifs, avec, vous savez, des rachats d'actions, comme on en a connu pendant la crise de l'euro, soit elle le dépense en armements, qui, de toute façon, ne pourront jamais servir, parce qu'il n'y a personne pour décider quand nous allons entrer en guerre contre qui que ce soit, puisque nous ne sommes pas une fédération. Donc, vous savez, je pense que le comportement de l'Union européenne au cours des quinze, seize, vingt dernières années, mais aussi aujourd'hui, demain et l'année suivante, sera un formidable cas d'étude pour les futurs étudiants en histoire. Ils s'y plongeront pour comprendre comment un bloc très puissant et économiquement riche a gaspillé ses ressources, et en tirer les leçons.

#Glenn

Oui, le contraste est saisissant, en tout cas. Je me souviens que, pour ceux d'entre nous qui étudiaient l'Union européenne dans les années quatre-vingt-dix et deux mille, on l'étudiait et on l' enseignait comme un exemple de grande réussite, d'intégration pacifique. On insistait notamment sur le fait que l'Union européenne était un modèle pour le monde, qu'elle avait rompu avec le passé, et tout ça. Et maintenant, au contraire, elle est devenue un cas d'école pour comprendre comment elle a tout gâché. Mais c'est fascinant. Et merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps, comme toujours.

#Yanis Varoufakis

Comme toujours. Merci, Glenn.